



**WEBINAIRE SUR LE SEMINAIRE DE CONJONCTURE ET LES
PREVISIONS MACROECONOMIQUES A COURT TERME DU SECOND
SEMESTRE 2021 DANS LES PAYS DE LA CEMAC, EN RDC, AU
BURUNDI, A SAO TOME PRINCIPE, AUX COMORES, A DJIBOUTI ET
A MADAGASCAR
du 9 au 12 novembre 2021**

POINTS SAILLANTS

novembre 2021

POINT 1 : INTRODUCTION

Un Webinaire sur la conjoncture au second semestre 2021 et les prévisions macroéconomiques à court terme dans les Etats membres de la CEMAC, en RD Congo, au Burundi, aux Comores, à Sao Tomé et Principe, à Djibouti et à Madagascar, organisé conjointement par la Commission de la CEMAC, la Direction Générale d'AFRISTAT et AFRITAC Centre, s'est tenu du 9 au 12 novembre 2021. Les experts des trois institutions en ont assuré l'animation.

5 Etats membres de la CEMAC ainsi que la RD Congo, le Burundi, le Djibouti et Sao Tome et Principe étaient représentés par des participants respectivement en charge de l'analyse conjoncturelle et de la prévision macroéconomique. Trois Etats à savoir le Congo, les Comores, et Madagascar n'étaient pas représentés au séminaire. La Direction Générale Afrique centrale de la Banque Africaine de développement (BAD) a également pris part aux travaux (*cf.* liste des participants en annexe 1).

Ce séminaire visait plusieurs objectifs spécifiques. Il s'agissait de :

- présenter la situation conjoncturelle au second semestre 2021 et les prévisions de la période 2021-2022 des Etats, en vue de faciliter les travaux de suivi de la Commission de la CEMAC, d'AFRISTAT, d'AFRITAC Centre, de la BEAC et des autres institutions sous régionales et régionales ;
- identifier, dans l'évolution récente de la conjoncture économique, les éléments qui déterminent le niveau des agrégats macroéconomiques de l'année 2021, et voir, dans quelle mesure, ils conduisent à réviser les prévisions des années 2021 et 2022, élaborées au premier semestre de l'année 2021 ;
- partager l'expérience de chacun des Etats membres et des institutions régionales, ainsi que les bonnes pratiques dans ce contexte de pandémie.
- présenter l'état des modèles de cadrage dans les pays, les développements récents et les axes de révision ou d'amélioration pour prendre en compte les besoins nouveaux (genre, changements climatiques cadres comptables, TOFE 2001/2004, SCN 2008, changement d'année de base, comptes trimestriels).

POINT 2 : CEREMONIE D'OUVERTURE

Les représentants des trois institutions organisatrices ont tour à tour pris la parole pour souhaiter la bienvenue aux participants et présenter les objectifs et les enjeux du séminaire en guise de mot d'ouverture du séminaire et ont souhaité plein succès aux travaux.

Après la présentation de l'ensemble des participants, le projet de programme de travail a été amendé et adopté.

POINT 3 : DEROULEMENT DES TRAVAUX DU WEBINAIRE

Les travaux ont, par la suite, été organisés en trois (03) sessions de communication (Présentations d'AFRISTAT, des Pays, renforcement de capacité et présentations des Institutions) et leur modération assurée par Monsieur Serge Jean EDI, Chef du Département Etudes et Synthèses Economiques (DESE) à AFRISTAT.

Session 1 : Communication Pays sur le diagnostic conjoncturel au premier semestre 2021 et prévisions 2021-2022

i. L'environnement international dans la base de données d'AFRISTAT

Le thème sur « l'environnement international analysé à partir de la base de données d'AFRISTAT » a été exposé par M. Serge Jean EDI d'AFRISTAT.

La présentation s'est appesantie d'abord sur la méthodologie de mise à jour de la base de données d'AFRISTAT et les difficultés rencontrées. Puis, elle a porté sur les éléments conjoncturels suivants : les

cours de change, la croissance économique, les taux d'intérêt des pays du G7, et les cours des principales matières premières. Cette communication a permis de montrer les tendances suivantes :

- les perspectives mondiales en termes d'activité annoncent une reprise générale des activités un peu ralentie par l'incertitude de la pandémie à COVID 19 ;
- les taux d'intérêt se relèvent progressivement sur les marchés bancaires des pays développés ;
- la montée inflationniste s'observerait surtout dans les pays du G7 ;
- la reprise des prix des produits de base.

ii. Conjoncture économique au second semestre 2021 et prévisions à court terme dans les pays

Huit (8) Etats sur les neuf (9) présents ont exposé les évolutions de leurs indicateurs conjoncturels au premier semestre 2021 et/ou les résultats des prévisions macroéconomiques récentes sur la période 2021-2022 comme suit :

Pays	La conjoncture présentée	Les prévisions présentées	Observation
Burundi	Oui		
Cameroun	Oui	Non	
Djibouti	Oui	Oui	
Guinée Equatoriale	Non	Non	
Gabon	Oui	Oui	
RCA		Oui	
RDC	Oui	Oui	
STP		Oui	
Tchad	Oui	Oui	

Un résumé des interventions faites par les participants figure en annexe. Il en est de même de toutes les présentations du séminaire.

Session 2 : Conjoncture économique et perspectives économiques vue par les organisations sous régionales et internationales

Etat de la convergence et perspectives macroéconomiques en Zone CEMAC

En zone CEMAC, l'environnement économique a été fortement impacté en 2020 par la crise sanitaire engendrée par la pandémie de Covid-19 couplée avec ses répercussions sur les plans économique et social. Il a aussi été caractérisé par la contreperformance de la production pétrolière au Congo, Gabon et Tchad, ainsi que des activités gazières au Cameroun et en Guinée Equatoriale, un léger relâchement dans la consolidation budgétaire par tous les Etats membres de la CEMAC, sur fond de la pandémie de Covid-19 et de la persistance des menaces sécuritaires dans le Bassin du Lac Tchad et en Centrafrique ainsi que de la crise socio-politique dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun.

Dans ce contexte, la CEMAC a connu une nouvelle récession en 2020 après celle de 2016. La croissance économique s'est établie à -1,7% en 2020 contre 2,1% en 2019. Par pays, tous les Etats membres à l'exception du Cameroun et de la Centrafrique ont également enregistré une récession.

Pour ce qui est de l'état de conformité aux critères de convergence en 2020, il s'est dégradé en relation avec la crise engendrée par la pandémie de Covid-19. La Communauté a observé en 2020 deux critères de convergence sur quatre, ceux afférents à l'inflation et l'endettement.

Par pays, le Cameroun, la Centrafrique, le Congo, la Guinée Equatoriale et le Tchad ont observé deux critères de convergence sur quatre. Le Cameroun et la Centrafrique ont respecté les critères de convergence relatifs à l'endettement et l'inflation. La Guinée Equatoriale et le Tchad ont observé les critères afférents au solde budgétaire de référence et l'endettement. Le Congo a respecté les critères de convergence portant sur le solde budgétaire de référence et l'inflation. Le Gabon a juste observé un seul critère de convergence, celui relatif à l'inflation.

S'agissant des perspectives macroéconomiques pour 2021 et 2022, elles sont globalement favorables, bien que toujours sujettes à des risques assez conséquents portées en majeure partie par la persistance de

la crise sanitaire engendrée par la pandémie de Covid-19 couplée avec ses répercussions sur les plans économique et social. Nonobstant, la croissance repartirait à la hausse pour atteindre 1,6% en 2021 et 3,3% en 2022.

Ces perspectives se fondent sous l'hypothèse : (i) d'une atténuation de la pandémie de Covid-19 portée par les diverses campagnes de vaccination à travers le monde et, (ii) de financements extérieurs exceptionnels suffisamment élevés, avec à la clef de nouveaux programmes soutenus par le FMI et un élan de réformes structurelles dans l'optique de promouvoir une croissance forte, verte, inclusive et durable, susceptible de renforcer la résilience aux chocs extérieurs et remédier aux problèmes de viabilité de la dette.

Du fait de l'accentuation des risques majeurs pesant sur les perspectives macroéconomiques de la CEMAC à court terme, **les Etats membres devraient prioritairement** : (i) poursuivre la mise en place des mesures de riposte à la crise engendrée par la pandémie de Covid-19 tout en levant progressivement les mesures exceptionnelles prises en réponse à cette crise au fur et à mesure de son atténuation et, (ii) continuer à satisfaire aux exigences des programmes soutenus par le FMI, notamment en ce qui concerne la viabilité de la dette et les assurances de financement.

Session 3 : Modèles de prévision et de simulation macroéconomiques, développements récents et perspectives

Cinq pays (Djibouti, Centrafrique, Gabon, Guinée Equatoriale, Tchad) et la commission de la CEMAC ont présenté leurs modèles de prévision et de simulation macroéconomiques en insistant sur : (i) Présentation des modèles de prévision et de simulation, (ii) Reformes et projets récents en matière de modélisation et de prévision et (iii) Feuille de route pour le renforcement et l'appropriation des outils.

Les échanges ont porté sur les problèmes de documentation des modèles, de renforcement des effectifs et des capacités pour l'appropriation et la redynamisation des comités de cadrage macroéconomique dans les pays.

POINT 4 : RECOMMANDATIONS DU SEMINAIRE

Les participants au séminaire ont formulé les recommandations suivantes :

Aux administrations chargées de la production de statistiques de court terme, de l'analyse conjoncturelle et de l'élaboration des prévisions macroéconomiques (INS : Institut National de la Statistique et DP : Direction de la Prévision) :

- Actualiser les modèles de cadrage et les guides méthodologiques pour prendre en compte les nouveaux référentiels des agrégats macroéconomiques (SCN2008, BP6, TOFE.)
- Dans le financement des partenaires techniques et financiers (PTF) destiné à l'appui à la statistique dans les pays, prévoir une dotation pour l'amélioration des infrastructures informatiques pour le renforcement des capacités à distance (RCD)
- Développer des modèles de prévisions des indicateurs conjoncturels du type NOWCAST et MIDAS dans les pays.
- Prendre les dispositions pour redynamiser et rendre opérationnels les comités de cadrage macroéconomique dans les pays.

A AFRISTAT, à AFRITAC-Centre, à la Commission de la CEMAC et à la BAD:

- Renforcer l'effectif du personnel en charge de l'utilisation des modèles macroéconomiques à la Commission de la CEMAC
- Encourager la Commission de la CEMAC à développer ses modèles existants et les utiliser dans le processus de surveillance multilatérale
- Reprendre les séminaires en présentiel avec la possibilité de les suivre en visioconférence

- Transmettre le rapport du séminaire aux pays en précisant dans la lettre de transmission que nous regrettons les pays absents et espérons qu'ils seront des nôtres la prochaine fois

Autres recommandations structurelles à suivre :

Aux administrations chargées de la production de statistiques de court terme, de l'analyse conjoncturelle et de l'élaboration des prévisions macroéconomiques (INS : Institut National de la Statistique et DP : Direction de la Prévision) :

- pour les séminaires du premier semestre, réunir au moins les données conjoncturelles des deux premiers mois de l'année en cours pour une bonne analyse conjoncturelle ;
- pour les séminaires du deuxième semestre, réunir au moins les données conjoncturelles des huit premiers mois de l'année en cours pour une bonne analyse conjoncturelle ;
- sensibiliser les hiérarchies pour une meilleure coordination des différentes structures produisant des données et des notes de conjoncture ;
- mettre en place ou renforcer des cadres de concertation technique entre conjoncturistes et prévisionnistes ;
- allouer des moyens pour rendre plus dynamiques les comités de cadrage macro-économiques dans les pays ;
- solliciter, en cas de besoin, l'assistance des institutions compétentes pour la production des bulletins et notes de conjoncture et prévision de qualité ;
- prendre les dispositions nécessaires pour collecter les données à temps, produire et diffuser des bulletins et notes de conjoncture de qualité dans les délais afin qu'ils soient plus utiles aux utilisateurs et décideurs ;
- Mettre en œuvre de profondes réformes structurelles dans l'optique de promouvoir une croissance forte, inclusive et durable, susceptible de renforcer la résilience aux chocs extérieurs et remédier aux problèmes de viabilité de la dette,

A AFRISTAT, à AFRITAC-Centre, à la Commission de la CEMAC et à la CEA:

- Sensibiliser les hautes autorités nationales sur l'importance de la statistique comme outil de décision pour un développement aux plans économique, social et environnemental ;

Le prochain séminaire est prévu pour la semaine du au juin 2022.

ANNEXES

ANNEXE 1 : LISTE DES PARTICIPANTS

Pays	Institutions	Représentants	Fonctions	Téléphone	E-mail personnel	Email Institution
roun	INS Cameroun	Nadine NGUIMDO			nguimdovoufo@gmail.com	
afrique	MINPLAN ECO/DGPS / Direction Générale de l'Economie	GOTHARD Alain Guy Ghislain	Chef de Service des prévisions macroéconomiques	+236 75046534	gguyalain@yahoo.fr	<u>Ok</u>
n	MEPPDD/ Direction générale de l'économie	Didier OBAME NANG	Chef de Service		dobamez@gmail.com	www.dge.gouv.ga
n	MEPPDD/ Direction Générale de l'Economie	Stéphanie Josiane AVOME NGUEMA ép LOUEMBET	Chef de Service <i>Prévision Economique</i>	+241 07482366		www.dge.gouv.ga
e Equatoriale	Institut National de la Statistique (INEGE)	Agustin Mabale			agustinmabalemabale@gmail.com	<u>Ok</u>
e Equatoriale	Institut National de la Statistique (INEGE)	Ismael Fernando Manga Ndong;	Chef du service des études économiques.		ISMA02@live.com	<u>Ok</u>
	MFB / DGB / DEP	FATA HOUSSOUBE	Chef de Division de la Prévision et de la Modélisation Macroéconomique	+235 65 34 90 26	houssoube@yahoo.fr houssoubefata@gmail.com	<u>OK</u>
	MFB / DGB / DEP	BADY EBE	Chef de Division de la Prévision et de la Modélisation Macroéconomique		badyebe@gmail.com	<u>Ok</u>

		Denenodji Ngarkodji				<u>OK</u>
s pays						-
	DIRECTION DES ÉTUDES MACRO- ÉCONOMIQUES <u>MINISTÈRE DU PLAN</u>	Jeancy Olivier MAFULU ISWAY	Économiste en Charge des Analyses et Prévisions Macroéconomiques		mafulu2014@gmail.com	
	DIRECTION DES ÉTUDES MACRO- ÉCONOMIQUES <u>MINISTÈRE DU PLAN</u>	Peguy Benga	Economiste en charge des analyses et des prévisions macroéconomiques à la Direction des Etudes Macro-Economiques (DEME)		gb.peguy.benga@gmail.com	
	DIRECTION DES ÉTUDES MACRO- ÉCONOMIQUES <u>MINISTÈRE DU PLAN</u>	Fabrice Diata	Economiste en charge des analyses, de la Modélisation et des prévisions macroéconomiques à la Direction des Etudes Macro-Economiques (DEME)	(00243)82756 5267	fabricediata@gmail.com	
di	ISTEEBU	Madame NIZIGAMA Grégonie	cadre du Service Conjoncture et Commerce Extérieur	(257) 695439 14	greva9800@omail.com	OK
ome Principe		M. Abdul Almeida Afonso de Barros,	Chef du département des politiques macroéconomiques.		abdulbarros@hotmail.com	OK
ome Principe		Aquilza Rocha	technicien du département des politiques		Aquilza1@gmail.com	

			macroéconomiques			
ome Principe		Amilza Amaral	technicien du département des politiques macroéconomiques		amilzaamaral@hotmail.com	
ome Principe		Cedney Almeida	technicien du département des politiques macroéconomiques		Cedneyalmeida4@gmail.com	
ome Principe		Joana Damiana Da Graça Varela	Directrice du plan		jd varela12@gmail.com	
	Direction de l'économie et du plan / MEFI	Ahmed Daher Awaleh	Chargé des prévisions macroéconomiques		Connaittout123@gmail.com	<u>OK</u>
i	Direction de l'Economie et du Plan	Amina Ibrahim robleh	chargés des prévisions macroéconomiques		amina.ibrahim.roble@gmail.com	<u>OK</u>
ti	Direction de l'Économie et du Plan Ministère de l'Économie et des Finances chargé de l'Industrie	KADRA AHMED SAID	Chargée du Suivi macroéconomique		ardaksh85@yahoo.fr	<u>OK</u>
utions						

C	Dépt politiques économique, monétaire et financière	DJIMTOINGAR NADJIOUNOUM	Directeur des Etudes Economiques	+236 75 05 57 74	djimtoingar@yahoo.fr	<u>OK</u>
C	Dépt politiques économique, monétaire et financière	Roland Marc LONTCHI TCHOFFO	Directeur de la Statistique	+236 75 13 17 17	rlontchi@gmail.com	OK
C	Dépt politiques économique, monétaire et financière	Nguemeni Jean Claude	Directeur de la Surveillance Multilatérale		nguemenij@cemac.int	
C	Dépt politiques économique, monétaire et financière	Mamadou ISSA BABA	Directeur des Finances Publiques		mamadou@cemac.int	<u>OK</u>
STAT	Département des Etudes et Synthèses Economiques	Serge Jean Edi	Expert Economiste Principal	+2237027501 5	serge.edi@afirstat.org	!
AT	DASD	Bougouna Seydou COULIBALY			bscoulibaly@afirstat.org	!
AFAC Centre	AFRITAC Centre	Severin KAMGNA	Conseiller		skamgna@imf.org	-
		SEGNON TOVIGNON TONON AGUEY			S.AGUEY@AFDB.ORG	
		SIE ANTOINE-MARIE TIOYE			S.TIOYE@AFDB.ORG	

ANNEXE 2 : RESUME DES PRESENTATIONS DES PAYS

Tchad

- L'économie tchadienne est confrontée à un triple choc notamment (i) la crise sanitaire de la COVID-19, (ii) l'insécurité liée aux attaques terroristes et (iii) plus récemment les troubles politico-militaires qui ont été marqués par la disparition du chef de l'État et la mise en place du Conseil Militaire de Transition (CMT) et d'un Gouvernement de Transition.
- En dépit de ce contexte, il ressort des taux de croissance économique de 3,9% en 2021 et 4,4% en 2022 contre -0,4% en 2020.
- Pour les années 2021 et 2022 : une production du pétrole de 140 530 b/j (143 897b/j) avec un cours du Brent à 60 \$ (60,6 \$), une décote de 3\$ et 4 \$ et un taux de change de 585,4 FCFA (555 FCFA) pour 1\$.

RDC

Au second semestre 2021, la conjoncture économique est globalement favorable en R.D.Congo :

- ❑ Reprise de la croissance suite principalement au dynamisme de l'industrie extractive. Les estimations de la croissance économique sur la base des réalisations de production à fin juin 2021 renseignent une progression de l'activité de 5,3% en 2021, en légère amélioration de 0,2 point par rapport aux estimations de mars dernier, contre 1,7% réalisé en 2020.
- ❑ Faible volatilité des prix sur le marché des biens et services ainsi que sur le marché de change depuis le second semestre 2020. Cette situation résulte principalement de la bonne coordination de la politique monétaire et budgétaire suite au pacte de stabilité conclu en août 2020 entre le Gouvernement et la Banque centrale ainsi qu'au programme triennal conclu entre le Gouvernement et le FMI au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC).
- ❑ Politique budgétaire pro cyclique avec un solde budgétaire global excédentaire à fin septembre 2021.
- ❑ Solde de la balance des biens demeurant excédentaire pendant la période sous analyse.

Hausse des agrégats monétaires en glissement annuel.

- La croissance du PIB réel s'établirait à 6,1% en 2022 contre 5,3% estimée en 2021, soutenue par une forte performance du secteur minier.

Centrafrique

	2021	2022
Secteur primaire	-2,6	2,7
Secteur secondaire	5,1%	2,2%
Secteur tertiaire	1,4%	3,2%
PIB	1,0%	3,0%

Gabon

L'analyse des données sectorielles collectées au terme premier semestre 2021 confirme une reprise de l'activité économique nationale, malgré une baisse persistante de la production pétrolière (-11,9%).

En effet, les secteurs résilients comme les mines, les industries du bois, les produits gras se maintiennent, soutenus entre autre, par le bon rendement des différents gisements (mines) l'exploitation de nouvelles surfaces forestières et la vigueur de la demande issue des industries locales (bois).

En 2021, un retour à une croissance positive de +1,5% (-1,8% en 2020) ;

Sur l'année 2022, l'on assistera à une poursuite de l'amélioration du cadre macroéconomique marquée par un regain d'activité prévue à +3,0% ;

Cameroun

Le premier trimestre de 2021 est marqué par une reprise modérée de l'activité économique, traduite par une croissance du PIB de 2,4 % par rapport au trimestre correspondant en 2020.

Sous l'angle de l'offre, cette évolution résulte des performances de tous les secteurs qui enregistrent une croissance positive au cours de ce trimestre, comparativement à la même période en 2020.

Au premier semestre 2021, le déficit de la balance commerciale se creuse davantage de 52 milliards de F CFA (en hausse de 7,5%) par rapport au premier semestre 2020 et se chiffre à 744 milliards de FCFA.

Hors pétrole brut, la balance commerciale est d'avantage déficitaire

Au premier semestre 2021, l'inflation d'origine locale persiste et l'inflation importée s'accélère.

Djibouti

La croissance du PIB ressortirait à 6,5% en 2021 tirée principalement par les secteurs du transport, la construction, le tourisme, le commerce et l'énergie. La conjoncture du premier semestre 2021 indique que ces secteurs sont en nettes amélioration par rapport au premier semestre de l'année 2020 notamment le transport maritime (-3,2% contre -7,2% au premier semestre 2020), fret ferroviaire (+49%), le tourisme (+18%), le routier (+2,4%).

L'indice des prix à la consommation est maîtrisé à +0,5% en g.a, en raison d'une baisse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-0,03%) et des boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants (-0,2%).

Le taux de **croissance économique** serait de 6,5% en 2021 et 7,3% en 2022.

L'**inflation** est ressortie à (+0,3%) en 2020 suite à la crise du COVID. En 2021, la projection indique une augmentation à (+2%) et qui devrait rester maîtrisée à 2% en 2022.

Burundi

Au premier semestre de 2021, la conjoncture économique se caractérise par de bonnes performances au niveau de la production industrielle. L'indice harmonisé à la production industrielle augmente de 4,3% au premier semestre de 2021 par rapport à la même période de l'an précédent.

Par contre, il y a un recul de la production énergétique (-9,5%) pour cette même période.

Au niveau des prix, le renchérissement des produits conduit à la hausse de l'inflation (8,0%).

Le premier semestre de 2021 est aussi caractérisé par la détérioration de la balance commerciale qui est en grande partie due à la baisse des exportations.

Concernant les finances publiques, le solde budgétaire se détériore au premier semestre de 2021.

Avec l'allègement des mesures barrières à la covid-19, le second semestre pourrait être prometteuse.